

Issu du pacifisme, le Grip a 40 ans

Défense Le Groupe de recherche sur la paix et la sécurité (Grip) revendique une indépendance qu'on trouve peu ailleurs. Et il est belge.

Face à l'armada de think tanks américains, russes, britanniques et français, un modeste Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, mieux connu sous le nom du Grip, résiste au centre de la Belgique. Il est 100% belge, francophone et wallon. Il emploie une dizaine de chercheurs permanents. Il a célébré son quarantième anniversaire mercredi et jeudi à l'hôtel de Ville de Bruxelles.

"Nous sommes le seul centre de recherche en matière de défense qui peut se prétendre indépendant", assure son directeur Luc Mampaey, qui déplore le financement d'autres centres par des pays comme la Chine ou le Qatar.

En Belgique, le Grip est issu de la société civile, et non d'un ministère, et parvient à maintenir son indépendance grâce à un dosage assez complexe entre des subsides publics (44,2% en 2018), des contrats de recherche (39,1%), d'autres produits (13,4%), la vente de ses publications (2,1%) et des dons (1,2%).

La Fédération Wallonie-Bruxelles lui assure des rentrées grâce à son travail d'éducation permanente, Actiris lui donne une aide à l'emploi, la Région wallonne lui commande des recherches. C'est en gros l'ancrage belge. Mais depuis quelques années, le Grip s'est aussi tourné vers l'international. Il travaille pour la Commission européenne, les Nations unies, le ministère canadien des Affaires étrangères... mais aussi pour le ministère français de la Défense et sa Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS).

C'est la seule entorse militaire à cette ASBL née dans le courant pacifiste des années 70. Pour le reste, précise Luc Mampaey, il y a "un refus total" d'accepter des contrats de l'industrie de la Défense, qui pourtant lui assureraient une vie bien plus confortable.

1979

L'année de la naissance

Où l'on voit Bernard Adam et d'autres – plus tard rejoints par Jean-Paul Marthoz, Carl Vandoorne ou Rik Coolsaet – lancer un groupe de recherche sur les grands enjeux de défense entre l'Est et l'Ouest.

Le Grip a été fondé en 1979 par Bernard Adam (qui en fut le directeur jusqu'en 2010) avec Jacques Beckand, Etienne De Plaen, Michel Tavernier, Gérald Ugeux et Arié Zaks. Il était en partie inspiré par la gauche chrétienne, notamment du Mouvement chrétien pour la paix. Ses premiers travaux furent inspirés par les rapports Est-Ouest, puis, au contact de la crise des euromissiles, se concentrèrent sur la course aux armements entre l'Otan et le bloc soviétique.

Aujourd'hui, le Grip a largement étendu ses sujets de recherches (l'un des derniers s'intéresse au rôle de la Turquie dans la gestion des détroits du Bosphore et des Dardanelles) et continue à revendiquer son indépendance.

Récemment, il a dû éloigner un attaché militaire russe qui proposait à ses chercheurs des contrats de recherche. Il feraille toujours avec l'industrie de l'armement belge, dont la FN, fleuron de l'industrie liégeoise et propriété à 100% de la Région wallonne... qui le finance par ailleurs.

Ses plus belles batailles, menées avec d'autres organisations, furent la loi belge du 5 août 1991 contre le trafic d'armes ou la convention internationale de 2008 sur les armes à sous-munitions. Peut-être aussi d'avoir amené plus de clarté dans le secteur d'armement où, "dans les années 70, il n'y avait pas de législation, ni de code européen, ni de traité international".

Christophe Lamfalussy



PHOTO NEWS

Les promesses de réforme ne calment pas la rue

Chili Les émeutes continuent. Le Président balance entre la carotte et le bâton.

Pour la seconde semaine consécutive, le peso chilien a atteint un plus bas historique – 812 pour un dollar mercredi (malgré l'injection de 4 milliards de dollars pour soutenir le cours, il y a quelques jours) – en raison de la poursuite des protestations violentes en dépit des promesses de réformes du gouvernement et du Parlement.

Commencées le 18 octobre pour protester contre une hausse du ticket de métro, les manifestations (jusqu'à un million de personnes dans la rue à leurs débuts) n'ont pas cessé depuis lors contre l'importance des inégalités sociales.

Elles réunissent aujourd'hui principalement des jeunes et virent chaque soir à l'émeute, des circonstances mises à profit par des groupes d'"encapuchonnés" pour détruire ou piller. Ainsi, le week-end dernier, un groupe de jeunes gens a attaqué une banque, dérobant quelque 200 000 dollars. Des commerces et bureaux ont été saccagés. Mardi soir, des protestataires ont incendié à San Antonio le principal journal de la ville, *El Lider*. À La Serena, l'hôtel Costa Real a été incendié mais sa demi-douzaine de clients ont pu être sauvés, tandis que ses télévisions,

frigo bars et transats étaient volés. Mercredi, des manifestants ont attaqué le grand centre commercial Parque Arauco, à Santiago, activant les extincteurs jusqu'à plonger les lieux dans le brouillard. Des automobilistes ont créé des barrages pour protester contre le montant des péages autoroutiers. Plus d'une centaine de commissariats ont été attaqués depuis le début de la crise et 118 des 136 stations de métro de Santiago – le plus moderne et le plus long du continent – ont subi des destructions, rapporte l'AFP.

Les militaires dans la rue

Cette reprise des violences survient alors que, dimanche dernier, le président conservateur, le millionnaire Sebastian Piñera, avait annoncé son intention de faire voter une loi permettant d'utiliser l'armée pour protéger "les infrastructures essentielles, y compris les services publics essentiels et l'infrastructure de police" sans avoir recours à l'état d'urgence. La Constitution interdit à l'armée de se consacrer à autre chose qu'à la défense nationale, sauf en cas d'état d'urgence ou catastrophe naturelle.

Le président Piñera a demandé aux élus d'approuver aussi des lois accroissant la recherche de renseignements et durcissant les sanctions contre les coupables de pillage et destruction, indique Reuters.

Cela a été vu comme une provocation alors que les forces de l'ordre sont accusées par plusieurs organisations de dé-